



POUR UN PLAN D'ACTION

JUSTICE PARTOUT!

La mort du jeune Nahel dans la matinée du 27 juin à Nanterre a déclenché une vague d'émotion et de colère. Ce meurtre a agi comme une étincelle, déclenchant un mouvement de révolte dans de nombreuses villes du pays.

Face à cette situation, le gouvernement met de l'huile sur le feu. Incapable d'apporter une réponse politique, il veut faire porter le chapeau à la France insoumise, aux jeux vidéo ou aux parents pourtant confrontés à des situations difficiles. Il abandonne ainsi les habitants à une inquiétude que nous partageons face aux attaques contre les personnes ou aux dégradations de biens publics, de logement ou de commerces indispensables à la vie quotidienne.

Opposés à toute stratégie de violence, nous voulons que soient traitées les causes de la situation. Les problèmes ne datent pas d'hier. Pour les habitants des quartiers populaires, le racisme, les violences policières ou les discriminations à l'emploi ou au logement sont le lot quotidien. Le saccage des services publics, des protections sociales et des associations est à l'œuvre depuis des décennies.



Depuis les révoltes de 2005, rien n'a changé : les mêmes causes produisent les mêmes effets. Pire encore, depuis 6 ans, Macron et son gouvernement méprisent les revendications populaires : ce fut le cas à l'occasion de la mobilisation des gilets jaunes comme dans le mouvement contre la retraite à 64 ans. Ça suffit !

Pour permettre le retour au calme, il faut des actes forts et de la justice partout. Nous proposons un plan d'urgence comprenant :

- **L'abrogation immédiate des dispositions « permis de tuer » de la loi Cazeneuve** de 2017, responsable de l'explosion des décès suite à des refus d'obtempérer.
- **La création d'une commission « Vérité et Justice »** sur les violences policières ayant entraîné la mort ou la mutilation de citoyens pour en établir toutes les responsabilités.
- **Le dépaysement immédiat de toute affaire de violences policières, la réforme complète de l'IGPN et la création d'un service d'enquête indépendant.**
- **La mise en place par l'Etat d'un fond d'indemnisation en soutien aux commerces, aux logements et aux bâtiments publics dégradés** ces derniers jours.
- **Une réforme en profondeur de la police nationale** pour rebâtir une police républicaine mieux formée et débarrassée de toute forme de racisme, comprenant notamment la dissolution de la BAC, le rétablissement du code de la déontologie de 1986, le renforcement de la formation, l'instauration d'une véritable police de proximité et la fin des techniques d'immobilisation létales.
- **Un programme d'action global contre les discriminations** incluant notamment la création d'un Commissariat à l'égalité, de pôles spécialisés au sein des cours d'appel et la mise en place du récépissé de contrôle d'identité pour lutter contre le contrôle au faciès.
- **Un plan d'investissement public dans les quartiers populaires** pour le rétablissement des services publics, le logement, l'école publique, l'accès à la santé et à la culture, le financement des associations et des centres sociaux.

Retrouvez notre programme sur lafranceinsoumise.fr